



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/754
20 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
point 66 de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Kazimierz TOMASZEWSKI (Pologne)

I. INTRODUCTION

1. La question intitulée .

"Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par
l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :

- a) Rapport de la Commission du désarmement;
- b) Rapport de la Conférence du désarmement;
- c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement : rapport
du Secrétaire général;
- d) Conseil consultatif pour les études sur le désarmement : rapport du
Secrétaire général;
- e) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement : rapport
du Directeur de l'Institut;
- f) Examen et évaluation de l'application de la Déclaration faisant des
années 80 la deuxième Décennie du désarmement : rapport du Secrétaire
général;
- g) Non-utilisation des armes nucléaires et prévention d'une guerre
nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;

- h) Etudes des Nations Unies sur le désarmement :
 - i) Rapport du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
- i) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;
- j) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;
- k) Prévention d'une guerre nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement;
- l) Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire : rapports du Secrétaire général;
- m) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire;
 - i) Rapport de la Commission du désarmement;
 - ii) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - iii) La vérification sous tous ses aspects : rapport du Secrétaire général;
- n) Programme global de désarmement : rapport de la Conférence du désarmement"

a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale conformément à ses résolutions 36/92 H du 9 décembre 1981, 38/183 O du 20 décembre 1983, 39/148 H du 17 décembre 1984, 40/152 K et L du 16 décembre 1985, 41/86 B, C, D, E, F, G, J, M, O, P et Q du 4 décembre 1986 et à sa décision 41/421 B du 14 septembre 1987.

2. A sa 3e séance plénière, le 18 septembre 1987, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.

3. A sa 2e séance, le 1er octobre, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur les questions relatives au désarmement qui lui avaient été renvoyées, c'est-à-dire sur les points 48 à 69, d'entendre ensuite les déclarations sur les points précis de l'ordre du jour consacrés au désarmement, et de reprendre ensuite, au besoin, le débat général. Les délibérations sur ces questions ont eu lieu de la 3e à la 31e séance, du 12 octobre au 3 novembre (voir A/C.1/42/PV.3 à 31).

4. Pour l'examen du point 66, la Première Commission était saisie des documents ci-après :

- a) Rapport de la Conférence du désarmement 1/;
- b) Rapport de la Commission du désarmement 2/;
- c) Rapport du Secrétaire général sur les études des Nations Unies sur le désarmement (A/42/363 et Add.1);
- d) Rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation de l'application de la Déclaration faisant des années 80 la deuxième Décennie du désarmement (A/42/436 et Add.1);
- e) Rapport du Secrétaire général sur la semaine du désarmement (A/42/469);
- f) Rapport du Secrétaire général sur l'examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (A/42/552);
- g) Rapport du Secrétaire général sur l'état des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement (A/42/610);
- h) Rapport du Secrétaire général sur le Conseil consultatif pour les études sur le désarmement (A/42/611);
- i) Note du Secrétaire général, transmettant le rapport du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement, conformément à la résolution 40/152 K de l'Assemblée générale (A/42/300 et Corr.1);
- j) Note du Secrétaire général sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires (A/42/301);
- k) Note du Secrétaire général sur l'examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (A/42/584);
- l) Note du Secrétaire général transmettant le rapport sur les activités de l'Institut de recherches des Nations Unies sur le désarmement (A/42/607);
- m) Lettre datée du 19 décembre 1986, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/9-S/18534);
- n) Lettre datée du 19 janvier 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/93-S/18620);

1/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 27 (A/42/27).

2/ Ibid., Supplément No 42 (A/42/42).

o) Lettre datée du 17 février 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/132-S/18701);

p) Lettre datée du 2 mars 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/160-S/18733);

q) Lettre datée du 5 mars 1987, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/166-S/18740);

r) Lettre datée du 5 mars 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République démocratique allemande auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/167-S/18741);

s) Lettre datée du 15 avril 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/231-S/18816);

t) Lettre datée du 28 mai 1987, adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte de la Déclaration commune adoptée le 22 mai 1987 par le Président de l'Argentine, le Premier Ministre de la Grèce, le Premier Ministre de l'Inde, le Président du Mexique, le Premier Président de la République-Unie de Tanzanie et le Premier Ministre de la Suède (A/42/319-S/18894);

u) Lettre datée du 10 juin 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/33);

v) Lettre datée du 12 juin 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/346-S/18922);

w) Note verbale datée du 14 août 1987, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/509);

x) Lettre datée du 14 septembre 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/562);

y) Lettre datée du 5 octobre 1987, adressée au Secrétaire général par le Chef de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale (A/42/621-S/19180);

z) Lettre datée du 9 octobre 1987, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies, par laquelle ces derniers transmettaient le texte d'une Déclaration

/...

commune publiée le 7 octobre 1987 par le Président de l'Argentine, le Premier Ministre de la Grèce, le Premier Ministre de l'Inde, le Président du Mexique, le Premier Président de la République-Unie de Tanzanie et le Premier Ministre de la Suède (A/42/652-S/19201);

aa) Lettre datée du 19 octobre 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, par laquelle ce dernier transmettait les textes de la Déclaration de Vancouver sur le commerce mondial, de la Déclaration sur l'Afrique australe et du Programme d'action d'Okanagan et du Communiqué de la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, tenue à Vancouver (Canada), du 13 au 17 octobre 1987 (A/42/677);

bb) Lettre datée du 23 octobre 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies, par laquelle ce dernier transmettait copie du Communiqué final publié à l'issue de la Réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs de délégation du Mouvement des pays non alignés à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale tenue à New York du 5 au 7 octobre 1987 (A/42/681);

cc) Lettre datée du 2 novembre 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, par laquelle ce dernier transmettait le texte du Communiqué et du document intitulé "Renforcement de l'efficacité de la Conférence du désarmement à Genève", qui avait été publié à la session du Comité des ministres des affaires étrangères des Etats membres du Traité de Varsovie, tenue à Prague les 28 et 29 octobre 1987 (A/42/708 et Corr.1);

dd) Lettre datée du 5 novembre 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/715-S/19252 et Corr.1);

ee) Note verbale datée du 18 septembre 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République socialiste soviétique de Biélorussie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/C.1/42/2).

II. EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION

A. Projet de résolution A/C.1/42/L.6

5. Le 21 octobre 1987, la République démocratique allemande a déposé un projet de résolution intitulé "Obligation pour les Etats de contribuer à des négociations effectives sur le désarmement" (A/C.1/42/L.6), présenté par le représentant de ce pays à la 28e séance, le 2 novembre. Le projet de résolution se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale,

Ayant examiné l'application du Document final adopté à sa dixième session extraordinaire 3/, première session extraordinaire consacrée au désarmement,

qu'elle a elle-même réaffirmé lors de sa douzième session extraordinaire, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement,

Considérant que les Etats doivent impérativement participer de façon active à des négociations effectives sur le désarmement pour contribuer, comme ils en ont l'obligation, au maintien de la paix et de la sécurité internationales et que tous les Etats ont le droit et le devoir de contribuer aux efforts de désarmement,

Estimant que la préservation du système actuel d'accords bilatéraux, régionaux et mondiaux de limitation des armements et de désarmement, ainsi que la stricte application de ces accords sont des éléments importants des efforts de désarmement à tous les niveaux,

Soulignant que les Etats se sont engagés en droit international, en vertu de divers instruments internationaux en vigueur, à mener des négociations qui puissent aboutir rapidement à des accords sur des mesures de désarmement,

Convaincue que les propositions ambitieuses qui ont été avancées lors de la réunion qui s'est tenue en 1986 à Reykjavik au niveau le plus élevé entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique, placent le désarmement sous un jour nouveau du point de vue qualitatif et offrent de vastes possibilités d'accord touchant d'importantes réductions des armes nucléaires et l'élimination de ces armes aussi bien que la prévention d'une course aux armements dans l'espace et l'observation rigoureuse du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques,

Sachant qu'il ne faut négliger aucune possibilité de relancer les négociations sur le désarmement à tous les niveaux et de réaliser dans l'avenir immédiat des progrès véritables,

Soulignant que les plus importantes des prochaines étapes devraient être la conclusion d'un accord entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur l'élimination complète des missiles basés à terre - tant de portée intermédiaire que de portée plus courte - de ces deux pays, des réductions drastiques de leurs armes stratégiques offensives, le renforcement de l'application du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, la conclusion dans les plus brefs délais d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques et l'intensification de tous les efforts visant le désarmement classique,

Soulignant que les négociations bilatérales et multilatérales sur le désarmement devraient se compléter et s'étayer,

Affirmant que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui sera prochainement consacrée au désarmement devrait conduire au renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement et, en particulier, ouvrir la voie à un monde exempt d'armes nucléaires,

1. Se déclare convaincue que tous les Etats, et en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires et les autres Etats militairement importants, ont l'obligation première de respecter les engagements auxquels ils ont souscrit dans des instruments internationaux ainsi que les recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire et de mener des négociations sérieuses de bonne foi;

2. Engage les cinq Etats dotés d'armes nucléaires à entamer un dialogue sur les objectifs du désarmement nucléaire et à envisager la convocation, après les préparatifs nécessaires d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité, éventuellement au niveau des ministres des affaires étrangères;

3. Demande aux Etats d'entreprendre, dans un esprit de compromis constructif et en tenant compte des intérêts de la communauté internationale tout entière, des négociations dignes de ce nom visant à arrêter la course aux armements, plus particulièrement aux armements nucléaires, et à réaliser le désarmement;

4. Exhorte l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique à conclure un accord sur l'élimination complète de leurs missiles de portée intermédiaire et de portée plus courte et à intensifier leurs efforts visant d'importantes réductions des armes stratégiques tout en maintenant et renforçant le régime du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques et à réaliser des progrès dans tous les autres domaines convenus;

5. Demande à la Conférence du désarmement de concentrer son action sur les questions de fond prioritaires inscrites à son ordre du jour, d'engager sans plus attendre des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires, l'arrêt de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, la prévention de la guerre nucléaire et de la course aux armements dans l'espace et de mettre la dernière main au projet de convention sur l'interdiction de toutes les armes chimiques et sur leur destruction;

6. Souligne qu'il importe d'appliquer strictement les accords sur le désarmement;

7. Invite tous les Etats qui prennent part, en dehors des Nations Unies, à des négociations sur le désarmement ou sur la limitation et la réduction des armements, à tenir l'Assemblée générale et la Conférence du désarmement, dûment informées de ces négociations, quelle qu'en soit l'évolution;

8. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée 'Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire'."

6. Sur la demande de l'auteur, il n'a pas été donné suite au projet de résolution A/C.1/42/L.6.

B. Projet de résolution A/C.1/42/L.7

7. Le 21 octobre 1987, Cuba, la Hongrie, la République démocratique allemande et la Roumanie ont déposé un projet de résolution intitulé "Non-utilisation des armes nucléaires et prévention d'une guerre nucléaire" (A/C.1/42/L.7), dont la Bulgarie s'est portée coauteur par la suite. Le projet de résolution a été présenté par le représentant de la République démocratique allemande à la 28e séance, le 2 novembre.

8. A sa 38e séance, le 10 novembre, la Commission, par 94 voix contre 17, avec 10 abstentions, a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.7 (voir par. 50, projet de résolution A). Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Finlande, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

Se sont abstenus : Bahamas, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Grèce, Irlande, Islande, Israël.

C. Projet de résolution A/C.1/42/L.16

9. Le 26 octobre 1987, l'Iraq et la Jordanie ont déposé un projet de résolution intitulé "Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire" (A/C.1.42/L.16). Le projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Iraq à la 31e séance, le 3 novembre.

10. A sa 43e séance, le 13 novembre, la Commission, par 103 voix contre une, avec 13 abstentions, a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.16 (voir par. 50, projet de résolution B) 4/. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sénégal, Somalie, Sri Lanka, Swaziland, Tchécoslovaquie, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Iran (République islamique d').

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Italie, Luxembourg, Nigéria, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

4/ Par la suite, les délégations de Djibouti, de Panama et du Soudan ont fait savoir qu'elles avaient eu l'intention de voter pour le projet de résolution. La délégation de l'Inde a indiqué qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

/...

D. Projet de résolution A/C.1/42/L.25

11. Le 27 octobre 1987, un projet de résolution intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire" (A/C.1/42/L.25) a été déposé par l'Argentine, le Bangladesh, le Cameroun, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la République démocratique allemande, la République-Unie de Tanzanie, la Roumanie, la Suède et le Venezuela. Le projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Argentine à la 30e séance, le 3 novembre.

12. A sa 37e séance, le 9 novembre, la Commission, par 110 voix contre 13, avec 7 abstentions, a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.25 (voir par. 50, projet de résolution C) 5/. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

Se sont abstenus : Danemark, Espagne, Grèce, Islande, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande.

5/ Par la suite, la délégation de Panama a fait savoir qu'elle avait eu l'intention de voter pour le projet de résolution.

/...

E. Projet de résolution A/C.1/42/L.26

13. Le 27 octobre 1987, un projet de résolution intitulé "Prévention d'une guerre nucléaire" (A/C.1/42/L.26) a été déposé par l'Algérie, l'Argentine, le Bangladesh, le Brésil, le Cameroun, la Colombie, le Congo, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, le Maroc, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan, le Pérou, la Roumanie, le Soudan, l'Uruguay, le Venezuela et la Yougoslavie, auxquels se sont joints par la suite la Bulgarie, la République démocratique allemande et le Viet Nam. Le projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Argentine à la 30e séance, le 3 novembre.

14. A sa 38e séance, le 10 novembre, la Commission, par 108 voix contre 3, avec 14 abstentions, a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.26 (voir par. 50. projet de résolution D). Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Turquie.

/...

F. Projet de décision A/C.1/42/L.36

15. Le 27 octobre 1987, la Bulgarie, le Canada, la Finlande et la Suède ont déposé un projet de décision intitulé "Vérification" (A/C.1/42/L.36). Le projet de décision a été présenté par le représentant de la Finlande à la 33e séance, le 4 novembre, et se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale, notant que la Commission du désarmement, à sa session de 1987, a recommandé que les travaux accomplis en application de la résolution 41/86 de l'Assemblée générale soient poursuivis à la session de fond de la Commission en 1988, prie le Secrétaire général de soumettre à la Commission, à cette session, un rapport préliminaire sur les moyens et les possibilités qui existent actuellement au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour la mise en place d'une base informatisée de données aux fins de vérification du respect des accords de limitation des armements et du désarmement, renforçant ainsi le rôle de l'Organisation dans ce domaine."

16. Sur la demande des auteurs, il n'a pas été donné suite au projet de décision A/C.1.42/L.36.

G. Projet de résolutions A/C.1/42/L.37 et Rev.1

17. Le 27 octobre 1987, la Tchécoslovaquie a déposé un projet de résolution intitulé "Coopération internationale pour le désarmement" (A/C.1/42/L.37).

18. Le 9 novembre, la Tchécoslovaquie a déposé un projet de résolution révisé (A/C.1/42/L.37/Rev.1) que son représentant a présenté à la 40e séance, le 11 novembre. Le projet de résolution révisé contenait les modifications suivantes :

a) Au septième alinéa du préambule, les mots "Fermement convaincue" avaient été remplacés par le mot "Considérant";

b) Le huitième alinéa du préambule, qui se lisait :

"Convaincue également que, pour réaliser un processus général de désarmement, il faut à tout le moins s'entendre, à chaque étape, sur une adéquation raisonnable des armements, tant nucléaires que classiques, et sur le maintien de la stabilité stratégique au niveau d'adéquation le plus bas possible,"

avait été supprimé;

c) Le neuvième alinéa du préambule, qui se lisait :

"Estimant que la doctrine militaire des Etats doit être fondée sur le principe d'une adéquation raisonnable et se traduire par une politique militaire correspondant à des intentions exclusivement défensives,"

avait été supprimé;

d) Au dixième alinéa du préambule du premier texte, devenu le huitième alinéa du préambule de la version révisée, le mot "aussi" après le mot "Estimant" avait été supprimé;

e) A paragraphe 2 du dispositif, le membre de phrase "et que l'élaboration par l'Organisation de principes fondamentaux de sécurité globale dans le domaine militaire apporterait une contribution majeure dans ce sens" avait été supprimé;

f) Le paragraphe 4 du dispositif, qui se lisait :

"Demande à tous les Etats de fonder leur doctrine militaire sur le principe d'une adéquation raisonnable et sur une stratégie exclusivement non offensive;"

avait été supprimé et les paragraphes suivants avaient été renumérotés en conséquence.

19. A la 40e séance, le 11 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.37/Rev.1 à la suite d'un vote enregistré, par 90 voix contre 18, avec 11 abstentions (voir par. 50, projet de résolution E). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chypre, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

Se sont abstenus : Autriche, Bahamas, Brésil, Chili, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Malte, Suède, Uruguay.

/...

H. Projet de résolution A/C.1/42/L.39

20. Le 27 octobre 1987, la République fédérale d'Allemagne a déposé un projet de résolution intitulé "Examen constructif et application du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale" (A/C.1/42/L.39), que son représentant a présenté à la 25e séance le 29 octobre. En voici le texte :

"L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit l'importance des recommandations et décisions qu'elle a adoptées à sa dixième session extraordinaire, première session extraordinaire consacrée au désarmement et dont le texte figure dans son Document final 6/, qui demeure le document le plus important et le plus complet que la communauté internationale ait adopté par consensus à propos du désarmement,

Rappelant les résolutions qu'elle a adoptées depuis 1978 et en particulier le Document de clôture de sa douzième session extraordinaire 7/, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, qui visait à faciliter une étude et une application prospectives du Document final de sa dixième session extraordinaire, l'objectif général étant d'accroître la sécurité et la stabilité grâce au désarmement,

Préoccupée de constater que l'examen qu'elle consacre au Document final adopté il y a près de 10 ans, n'a pas donné de résultats satisfaisants,

Constatant avec regret que des questions essentielles, telles que l'approche à adopter pour prévenir toutes les guerres dans le monde entier, la réduction des tensions et des conflits dans de nombreuses régions du monde et l'accumulation excessive d'armements qui se poursuit à l'échelon mondial, restent controversées,

Préoccupée en particulier de constater que l'absence de consensus au sujet de l'application du Document final a empêché l'Organisation des Nations Unies de mieux contribuer au processus de désarmement et au maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Souhaitant s'attacher essentiellement à élargir et approfondir le consensus de base sur les grandes questions de désarmement dont traite le Document final,

Rappelant qu'il incombe à tous les Etats Membres des Nations Unies de contribuer à l'élaboration d'approches convenues à cette fin,

6/ Résolution S-10/2.

7/ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, annexes, points 9 à 13, document A/S-12/32.

/...

Soulignant en particulier que les Etats Membres doivent veiller collectivement à ce que l'Organisation des Nations Unies et ses organes de désarmement jouent un rôle essentiel et constructif dans l'action entreprise pour stabiliser et accroître la sécurité à des niveaux d'armement moins élevés,

1. Se déclare convaincue que, pour atteindre les objectifs du Document final de sa dixième session extraordinaire, il faut envisager la sécurité dans une optique vaste et globale, qui tienne dûment compte du droit de légitime défense individuelle et collective et de la nécessité d'assurer que les potentiels militaires ne dépassent pas les besoins de la défense;

2. Rappelle que pour ce faire il faut instaurer une coopération internationale d'ensemble, en particulier au niveau régional, qui s'étende à toutes les questions de paix, de sécurité et de désarmement;

3. Se déclare convaincue que l'examen et l'application du Document final exigent que l'on prenne en considération l'évolution du domaine du désarmement et des domaines connexes depuis 1978;

4. Prie les Etats Membres, lorsqu'ils s'efforcent d'assurer l'application des recommandations et décisions du Document final touchant le processus de désarmement en cours, de se concentrer plus particulièrement sur les domaines où l'on a déjà enregistré des résultats sur les questions de fond et où l'on peut espérer en réaliser de nouveaux;

5. Demande à tous les Etats Membres de conjuguer leurs efforts pour assurer que les recommandations et décisions de sa dixième session extraordinaire seront examinées et appliquées de façon constructive et concrète."

21. Sur la demande de l'auteur, il n'a pas été pris de décision au sujet du projet de résolution A/C.1/42/L.39.

I. Projet de résolution A/C.1/42/L.44

22. Le 27 octobre 1987, l'Allemagne, République fédérale d', l'Australie, l'Autriche, les Bahamas, la Belgique, le Botswana, la Bulgarie, le Cameroun, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Malaisie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Samoa, Singapour, la Suède, la Tchécoslovaquie et la Turquie auxquels se sont joints ultérieurement la Roumanie et l'Uruguay, ont déposé un projet de résolution intitulé "La vérification sous tous ses aspects" (A/C.1/42/L.44). Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Canada à la 30e séance, le 3 novembre.

23. A sa 36e séance, le 9 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.44 sans le mettre aux voix (voir par. 50, projet de résolution F).

/...

J. Projet de résolution A/C.1/42/L.45

24. Le 27 octobre 1987, l'Autriche, le Bangladesh, la Bulgarie, le Cameroun, le Canada, le Danemark, la Jordanie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'Uruguay, et le Venezuela ont déposé un projet de résolution intitulé "Rapport de la Commission du désarmement" (A/C.1/42/L.45). Le projet de résolution a été présenté par le représentant de la Bulgarie à la 25e séance, le 29 octobre.

25. A la 36e séance, le 9 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.45 sans le mettre aux voix (voir par. 50, projet de résolution G).

K. Projet de résolution A/C.1/42/L.46

26. Le 27 octobre 1987, l'Afghanistan, l'Angola, la Bulgarie, Cuba, la Mongolie, le Mozambique, la République démocratique allemande, la République démocratique populaire lao, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la Tchécoslovaquie, et le Viet Nam, ont déposé un projet de résolution intitulé "Semaine du désarmement" (A/C.1/42/L.46). Le projet de résolution a été présenté par le représentant de la Mongolie à la 30e séance, le 3 novembre.

27. A la 38e séance, le 10 novembre, le représentant de la Mongolie a apporté, oralement, les modifications suivantes au projet de résolution A/C.1/42/L.46 :

a) Au troisième alinéa du préambule, l'expression "d'urgence" après "s'impose" a été supprimée;

b) Au quatrième alinéa du préambule, le membre de phrase "ainsi que les nouvelles initiatives prises en ce sens" a été supprimé;

c) Le cinquième alinéa du préambule de l'original qui se lisait :

"Ayant à l'esprit le mouvement mondial massif contre la guerre et les armements nucléaires,"

a été remplacé par l'alinéa suivant :

"Demandant instamment à tous les Etats Membres de ne pas entraver l'exercice par leurs ressortissants du droit d'organiser des manifestations et un mouvement contre la guerre et contre les armements nucléaires et d'y participer,";

d) Au paragraphe 7 du texte anglais, les mots "mass media" ont été remplacés par "information organs".

28. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.46, tel qu'il avait été modifié oralement, sans le mettre aux voix (voir par. 50, projet de résolution H).

L. Projet de résolution A/C.1/42/L.51

29. Le 27 octobre 1987, l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, le Bangladesh, l'Indonésie, le Mexique, le Pakistan, le Pérou, Sri Lanka, la Suède, le Venezuela et la Yougoslavie, auxquels s'est jointe ultérieurement la Roumanie, ont déposé un projet de résolution intitulé "Programme global de désarmement" (A/C.1/42/L.51). Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Mexique à la 36e séance, le 9 novembre.

30. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.51 sans le mettre aux voix (voir par. 50, projet de résolution I).

M. Projets de résolutions A/C.1/42/L.60 et Rev.1 et 2

31. Le 27 octobre 1987, l'Allemagne, République fédérale d', le Cameroun, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Pologne, la République démocratique allemande, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont déposé un projet de résolution intitulé "Etudes des Nations Unies sur le désarmement" (A/C.1/42/L.60). Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Royaume-Uni à la 35e séance, le 6 novembre. En voici le texte :

"L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/152 K du 16 décembre 1985 et 41/86 C du 4 décembre 1986,

Réaffirmant l'utile contribution que les études des Nations Unies peuvent apporter aux délibérations sur les questions de désarmement et à l'examen de ces questions,

Prenant note avec satisfaction des vues des Etats Membres exposées dans le rapport du Secrétaire général 8/,

Tenant compte du fait que le Conseil consultatif pour les études sur le désarmement fait également office de Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement,

Notant que la création de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement offre de nouvelles possibilités de recherche dans le domaine du désarmement,

Considérant que la décision finale concernant les études des Nations Unies sur le désarmement appartient à l'Assemblée générale,

1. Exprime sa satisfaction du rapport du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement 9/;

2. Accepte la conclusion du Conseil consultatif, selon laquelle la pratique normale pour l'établissement des études devrait être le consensus, étant entendu que cela n'exclut pas l'expression d'opinions divergentes et que l'on ne peut traiter certains sujets qu'en confrontant des approches différentes;

3. Appuie les recommandations du Conseil consultatif selon lesquelles :

a) Il serait hautement souhaitable que les Etats Membres présentent au Secrétaire général, avant le 1er septembre de chaque année, des propositions relatives à des études ou à des recherches sur le désarmement;

b) Le Conseil consultatif devrait indiquer si, à son avis, une étude doit être faite par un groupe d'experts désignés par le Secrétaire général, ou dans le cadre du programme de travail en cours de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, ou en tant que tâche supplémentaire de l'Institut, requérant une allocation de crédits par l'Assemblée générale;

4. Prend note de l'avis du Conseil consultatif selon lequel la sélection judicieuse des sujets d'étude et la question des coûts revêtent une importance particulière;

5. Prie le Secrétaire général d'appeler l'attention des Etats Membres sur les dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus;

6. Prie le Secrétaire général d'appeler sur la présente résolution l'attention de l'Assemblée générale, à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, et de la Commission du désarmement, à sa prochaine session, au titre des points pertinents de l'ordre du jour."

32. Le 6 novembre, les auteurs ont présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/42/L.60/Rev.1) qui contenait les modifications suivantes :

a) Au troisième alinéa du préambule, les mots "le rapport" avaient été remplacés par "les rapports";

b) Le sixième alinéa du préambule avait été supprimé;

c) Au paragraphe 1 du dispositif les mots "Exprime sa satisfaction" avaient été remplacés par "Prend acte avec satisfaction";

d) Un nouveau paragraphe 2 dont voici le texte, avait été ajouté :

"Rappelle que la décision finale concernant les études des Nations Unies sur le désarmement appartient à l'Assemblée générale;" ,

et les paragraphes suivants avaient été renumérotés en conséquence;

e) Au paragraphe 2 du texte initial, devenu le paragraphe 3 du texte révisé, le mot "Accepte" avait été remplacé par les mots "Prend note de";

f) Le paragraphe 3 du texte initial devenu le paragraphe 4 du texte révisé avait été modifié comme suit :

"Invite les Etats Membres à proposer au Secrétaire général, de préférence avant le 1er septembre de chaque année, des sujets d'études ou de recherches sur le désarmement, afin de donner au Conseil consultatif la possibilité de recommander qu'une étude soit confiée à un groupe d'experts désignés par le Secrétaire général, ou inscrite au programme de travail régulier de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, ou encore confiée à l'Institut, en tant que tâche hors programme, requérant une allocation de crédit par l'Assemblée générale;" .

33. Le 10 novembre, le Zimbabwe a présenté, au nom des Etats membres qui font partie du Mouvement des pays non alignés, les amendements suivants (A/C.1/42/L.82) au projet de résolution A/C.1/42/L.60/Rev.1 :

a) Au paragraphe 2, le mot "Rappelle" était remplacé par "Affirme";

b) Le paragraphe 3 était modifié comme suit :

"Prend note de la conclusion du Conseil consultatif selon laquelle la pratique normale au sein des groupes d'étude devrait être le consensus, étant entendu que l'expression d'opinions divergentes devrait être autorisée dès lors qu'il serait impossible de concilier les points de vue;"

c) Les paragraphes 4, 5, 6 et 7 étaient remplacés par le texte suivant :

"4. Invite les Etats Membres à soumettre au Secrétaire général leurs vues sur le rapport du Conseil consultatif;

5. Prie le Secrétaire général de lui soumettre ces vues lors de sa quarante-troisième session."

34. Le 12 novembre, les auteurs ont déposé un second projet de résolution révisé (A/C.1/42/L.60/Rev.2), qui contenait les modifications ci-après :

a) Le paragraphe 2 avait été modifié comme suit :

"Affirme que la décision finale concernant la façon de réaliser les études des Nations Unies sur le désarmement appartient à l'Assemblée générale;"

b) Le paragraphe 3, qui se lisait :

"Prend note de la conclusion du Conseil consultatif selon laquelle la pratique normale pour l'établissement des études devrait être le consensus, étant entendu que cela n'exclut pas l'expression d'opinions divergentes et que l'on ne peut traiter certains sujets qu'en confrontant des approches différentes;"

avait été modifié comme suit :

"Prend note de la conclusion du Conseil consultatif selon laquelle le consensus devrait être la norme dans les groupes d'étude, ce qui n'exclut pas l'expression d'opinions divergentes touchant les points sur lesquels l'accord ne peut se faire;"

c) Le paragraphe 4 avait été modifié comme suit :

"Invite les Etats Membres à tenir compte des conclusions et recommandations du Conseil consultatif lorsqu'ils proposent des sujets d'études ou de recherches sur le désarmement;"

d) Les paragraphes 5, 6 et 7 avaient été supprimés.

35. A sa 43e séance, le 12 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.60/Rev.2 sans le mettre aux voix (voir par. 50, projet de résolution J).

N. Projet de résolution A/C.1/42/L.61 et Rev.1

36. Le 27 octobre 1987, l'Allemagne, République fédérale d', la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, auxquels se sont joints ultérieurement l'Australie et le Portugal, ont déposé un projet de résolution intitulé "Rapport de la Conférence du désarmement" (A/C.1/42/L.61). Le projet de résolution a été présenté par le représentant des Pays-Bas à la 31e séance, le 3 novembre.

37. Le 11 novembre, les auteurs ont présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/42/L.61/Rev.1) qui contenait les modifications suivantes :

a) Au premier alinéa du préambule du texte anglais, les mots "of the Final Document" avaient été ajoutés à la fin du paragraphe;

b) Un deuxième alinéa nouveau, ainsi conçu, avait été ajouté au préambule :

"Sachant qu'une oeuvre considérable reste à accomplir d'urgence dans le domaine du désarmement,";

c) Au deuxième alinéa du préambule du texte initial, devenu le troisième alinéa du préambule du texte révisé, le membre de phrase "l'examen et la négociation des accords de désarmement" avait été remplacé par le membre de phrase

"l'application du Programme d'action exposé dans la section III du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale";

d) Le paragraphe 2 du dispositif du premier texte, qui se lisait :

"Demande à la Conférence du désarmement de poursuivre, à sa session de 1988, l'examen de tous les points inscrits à son ordre du jour, en tenant compte des dispositions du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale;"

avait été remplacé par un paragraphe ainsi libellé :

"Réaffirme que la Conférence du désarmement est, pour la communauté internationale, l'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement;"

e) Un nouveau paragraphe 3, dont voici le texte, avait été ajouté :

"Prie la Conférence du désarmement de travailler encore plus résolument dans le sens du paragraphe 120 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale;"

et les paragraphes suivants avaient été renumérotés en conséquence.

38. A sa 43e séance, le 13 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.61/Rev.1, à la suite d'un vote enregistré, par 87 voix contre zéro, avec 32 abstentions (voir par. 50, projet de résolution K). Les voix se sont réparties comme suit 10/ :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Danemark, Emirats arabes unis, Espagne, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Mongolie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine,

10/ Les délégations de Djibouti et du Panama ont indiqué par la suite qu'elles avaient voulu voter pour le projet de résolution et la délégation du Soudan qu'elle avait voulu s'abstenir.

/...

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Singapour, Somalie, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zaïre.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Algérie, Angola, Brésil, Burundi, Cameroun, Chypre, Congo, Cuba, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Ghana, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Mali, Mexique, Nicaragua, Pérou, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sri Lanka, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

O. Projet de résolution A/C.1/42/L.69

39. Le 27 octobre 1987, l'Algérie, le Bangladesh, le Brésil, la Colombie, Cuba, l'Egypte, l'Equateur, l'Ethiopie, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), le Kenya, Madagascar, le Maroc, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan, le Pérou, la Roumanie, le Soudan, Sri Lanka, la Suède, la Tunisie, le Venezuela, le Viet Nam, la Yougoslavie et le Zaïre, auxquels la Birmanie s'est jointe ultérieurement, ont déposé un projet de résolution intitulé "Rapport de la Conférence du désarmement" (A/C.1/42/L.69). Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de la Yougoslavie à la 34e séance, le 6 novembre.

40. Lors de la 43e séance, le 13 novembre 1987, les auteurs ont révisé oralement le projet de résolution A/C.1/42/L.69 de la manière suivante :

Un nouveau paragraphe, rédigé comme suit, a été ajouté après le paragraphe 5 :

"Prie la Conférence du désarmement de présenter à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement un rapport spécial sur l'état d'avancement de ses négociations et de ses travaux;"

et les paragraphes suivants ont été renumérotés en conséquence.

41. A la même séance, la Commission, à l'issue d'un vote enregistré, a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.69 tel qu'il avait été révisé oralement par 104 voix contre 5, avec 14 abstentions (voir par. 50, résolution L). Les voix se sont réparties comme suit 11/ :

11/ Par la suite, les délégations de Djibouti, du Panama et du Soudan ont fait savoir qu'elles avaient eu l'intention de voter pour le projet de résolution.

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sénégal, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Danemark, Espagne, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Turquie.

P. Projet de résolution A/C.1/42/L.70 et Rev.1

42. Le 27 octobre 1987, l'Algérie, le Bangladesh, la Colombie, Cuba, l'Egypte, l'Equateur, l'Ethiopie, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), Madagascar, le Nigéria, le Pakistan, le Pérou, la Roumanie, le Soudan, Sri Lanka, la Tunisie, le Venezuela, le Viet Nam et la Yougoslavie, auxquels le Birmanie s'est jointe ultérieurement, ont déposé un projet de résolution intitulé "Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire" (A/C.1/42/L.70). Le projet de résolution a été présenté par le représentant de la Yougoslavie lors de la 34e séance, le 6 novembre.

43. Le 10 novembre 1987, l'Algérie, le Bangladesh, la Birmanie, la Colombie, Cuba, l'Egypte, l'Equateur, l'Ethiopie, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), Madagascar, le Nigéria, le Pakistan, le Pérou, la République démocratique allemande, la Roumanie, le Soudan, Sri Lanka, la Tunisie, le Venezuela, le Viet Nam et la Yougoslavie, auxquels se sont jointes par la suite la Bulgarie et la Mongolie, ont déposé un projet de résolution révisé (A/C.1/42/L.70/Rev.1). Le projet de résolution révisé a été présenté par le représentant de la Yougoslavie à la 40e séance, le 11 novembre, avec les modifications suivantes :

/...

Le septième alinéa qui était libellé comme suit :

"Soulignant une fois encore qu'il est plus que jamais impératif, dans les circonstances actuelles, de relancer à tous les niveaux les négociations sur le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, et de réaliser des progrès véritables dans l'avenir immédiat,"

a été modifié comme ci-après :

"Soulignant une fois encore que les Etats Membres doivent participer activement à des négociations effectives sur le désarmement pour s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, que tous les Etats ont le droit de contribuer aux efforts de désarmement, qu'il est plus que jamais impératif, dans les circonstances actuelles, de relancer à tous les niveaux les négociations sur le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, et de réaliser des progrès véritables dans l'avenir immédiat et que tous les Etats doivent s'abstenir de tout acte qui a ou risque d'avoir des effets défavorables sur le résultat des négociations relatives au désarmement,".

44. A sa 42e séance, le 12 novembre, la Commission, à l'issue d'un vote enregistré, a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.70/Rev.1 par 115 voix contre 12, avec 3 abstentions (voir par. 50, projet de résolution M). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

Se sont abstenus : Espagne, Japon, Norvège.

Q. Projet de résolution A/C.1/42/L.76 et Rev.1 et 2

45. Le 27 octobre 1987, le Cameroun a présenté un projet de résolution intitulé "Rationalisation des travaux de la Première Commission" (A/C.1/42/L.76) libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

Réaffirmant que, pour que l'Organisation des Nations Unies s'acquitte efficacement du rôle central et de la responsabilité principale qui lui incombent dans le domaine du désarmement et en ce qui concerne les questions connexes de sécurité, il faut que les Etats fassent montre de la volonté politique nécessaire et que le mécanisme existant prouve son efficacité,

Convaincue que le mécanisme actuellement disponible pour examiner les questions de désarmement et les questions connexes de sécurité internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies peut et doit être renforcé par des mesures concrètes destinées à en accroître l'efficacité,

Soulignant la nécessité de renforcer l'efficacité des activités de la Première Commission, principal organe de l'Assemblée générale chargé des questions de désarmement et des questions connexes de sécurité internationale,

Reconnaissant l'utilité des idées et des propositions déjà présentées à cette fin, y compris celles du groupe composé des anciens présidents et du président actuel de la Première Commission ainsi que des membres de son bureau,

Tenant compte du rapport de la Commission du désarmement 12/,

1. Décide d'adopter les recommandations suivantes concernant les travaux de la Première Commission :

a) Rationaliser l'ordre du jour de la Première Commission en regroupant ou en fondant, dans la mesure du possible, les questions apparentées et en fixant un intervalle de deux ans ou plus pour l'examen de certaines questions;

b) Adopter les recommandations relatives aux questions de procédure sous forme de décisions et non de résolutions;

12/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 42 (A/42/42).

c) Pour en accroître au maximum l'efficacité, fondre, chaque fois que possible, les projets de résolution portant sur le même sujet ou présentés au titre du même point de l'ordre du jour;

d) Eviter autant que possible les textes et les résolutions répétitifs et ne pas tenir de débat sur ces textes à plusieurs sessions consécutives;

e) Avancer la date limite pour le dépôt des projets de résolution afin que les délégations aient davantage de temps pour en discuter et pour organiser des consultations officieuses entre elles, avec la participation des membres du Bureau. Prévoir du temps pour ces consultations dans le programme de travail de la Première Commission;

f) Tenir un débat général unique sur toutes les questions relatives au désarmement, au cours duquel les délégations pourraient parler sur des questions précises. Prévoir davantage de temps pour l'examen des propositions concrètes et des projets de résolution de manière à utiliser au mieux le temps et les ressources disponibles;

g) Axer le débat général sur des questions intéressant le déroulement des prochains travaux de la Première Commission;

h) Bien que le regroupement des projets de résolution reste un élément important de la rationalisation des travaux de la Première Commission, ne pas exclure pour autant la possibilité de présenter des projets de résolution et de se prononcer à leur sujet à n'importe quel stade des travaux de la Commission quand cela est possible, de façon à traiter, pour commencer, des questions ne prêtant pas à controverse, et à avoir ensuite le temps de procéder aux négociations nécessaires sur les projets de résolution plus complexes;

2. Prie la Première Commission de donner suite aux recommandations susmentionnées à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale."

46. Le 4 novembre, l'Allemagne, République fédérale d', l'Australie, les Bahamas, le Cameroun, le Canada, la Colombie, les Comores, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée équatoriale, l'Irlande, le Kenya, le Libéria, le Mali, la République centrafricaine, la République dominicaine, le Samoa, Sao Tomé-et-Principe, la Somalie, le Tchad, le Togo, le Zaïre et la Zambie, auxquels se sont joints par la suite les Pays-Bas, ont déposé un projet de résolution révisé (A/C.1/42/L.76/Rev.1). A la 32e séance, le 4 novembre, le représentant du Cameroun a présenté le projet de résolution dont le paragraphe 1 du dispositif était modifié comme suit :

a) A l'alinéa a), les mots "selon qu'il conviendra" ont été insérés après le mot "fixant";

b) L'alinéa d) a été remplacé par le texte ci-après :

"Prévoir du temps, dans le programme de travail de la Commission, pour des discussions et des consultations officieuses organisées entre délégations;"

c) L'alinéa e) a été supprimé;

d) L'alinéa f) du projet initial, devenu l'alinéa e) dans le projet révisé, a été modifié comme suit :

"Pour assurer que le temps et les ressources disponibles seront utilisés au mieux, consacrer à l'ensemble des questions de désarmement un seul débat général au cours duquel il sera loisible aux délégations d'aborder des questions précises;"

e) L'alinéa g) du projet initial est devenu l'alinéa f) et l'alinéa h) a été supprimé.

47. A la 36e séance, le 9 novembre, le représentant du Ghana a proposé de modifier oralement l'alinéa a) du paragraphe 1 du projet de résolution A/C.1/42/L.76/Rev.1 en insérant un point virgule après le mot "apparentées" et en supprimant le reste de l'alinéa.

48. Le 11 novembre 1987, les auteurs ont présenté un nouveau projet révisé (A/C.1/42/L.76/Rev.2) dont le paragraphe 1 était modifié comme suit :

a) L'alinéa a) a été remanié de la manière suivante :

"Rationaliser l'ordre du jour de la Commission en regroupant ou en fondant, dans la mesure du possible, les questions apparentées, afin de procéder selon un plan plus clair mais sans préjuger de ces questions de fond;"

b) L'alinéa f) a été remplacé par le texte suivant :

"Dans la mesure du possible, avancer la date limite fixée pour le dépôt des projets de résolution relatifs aux questions de désarmement, afin de ménager suffisamment de temps pour des consultations avant qu'ils fassent l'objet d'une décision;"

49. A sa 42e séance, le 12 novembre, la Commission, à l'issue d'un vote enregistré, a adopté le projet de résolution A/C.1/42/L.76/Rev.2 par 103 voix contre zéro, avec 24 abstentions (voir par. 50, projet de résolution N). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Bénin, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Malaisie, Malawi,

Mali, Malte, Maroc, Mongolie, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Argentine, Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Brésil, Chine, Chypre, Cuba, Ethiopie, Inde, Iran (République islamique d'), Madagascar, Maldives, Mexique, Népal, Nicaragua, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, Sri Lanka, Venezuela, Yougoslavie.

III. RECOMMANDATIONS DE LA PREMIERE COMMISSION

50. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

A

Non-utilisation des armes nucléaires et prévention d'une guerre nucléaire

L'Assemblée générale,

Rappelant que, conformément au paragraphe 20 du Document final de sa dixième session extraordinaire 13/, première session extraordinaire consacrée au désarmement, la plus haute priorité doit être accordée à l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire et à la prévention d'une guerre nucléaire et qu'elle-même a confirmé cette ferme intention à sa douzième session extraordinaire, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement,

Rappelant également que, aux termes du paragraphe 58 dudit Document final, tous les Etats, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, devraient considérer le plus tôt possible diverses propositions visant à

assurer le non-recours aux armes nucléaires, la prévention de la guerre nucléaire et autres objectifs connexes, pour autant que ce soit possible par voie d'accord international, et faire ainsi en sorte que la survie de l'humanité ne soit pas compromise,

Réaffirmant que les Etats dotés d'armes nucléaires ont la responsabilité principale du désarmement nucléaire et de l'adoption de mesures visant à empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire,

Convaincue que l'humanité peut et doit barrer la voie à une catastrophe nucléaire et que la renonciation à employer le premier l'arme nucléaire est une mesure particulièrement urgente à cette fin,

Soulignant qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée,

Rappelant que, dans la Déclaration politique adoptée par la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare du 1er au 6 septembre 1986, tous les Etats dotés d'armes nucléaires étaient invités à contracter sans tarder l'engagement, ayant force obligatoire sur le plan international, de ne pas être les premiers à employer ou menacer d'employer l'arme nucléaire 14/,

Soulignant que, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, les concepts et doctrines militaires doivent revêtir un caractère strictement défensif,

1. Considère que les déclarations solennelles que deux Etats dotés d'armes nucléaires ont faites ou réitérées, à la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale, au sujet de l'obligation qu'a chacun d'eux de ne pas employer le premier l'arme nucléaire constituent un pas important vers la diminution du danger d'une guerre nucléaire;

2. Exprime l'espoir que les Etats dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait envisageront de faire des déclarations analogues concernant le non-emploi, en premier, de l'arme nucléaire;

3. Prie la Conférence du désarmement d'entamer des négociations sur le point de son ordre du jour intitulé "Prévention d'une guerre nucléaire" et d'examiner notamment l'élaboration d'un instrument international ayant force obligatoire et stipulant l'obligation de ne pas employer le premier l'arme nucléaire;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "Non-emploi des armes nucléaires et prévention d'une guerre nucléaire".

14/ Voir A/41/697-S/18392, annexe, sect. I, par. 47.

B

Examen de l'application des recommandations et décisions
adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session
extraordinaire

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 39/148 L du 17 décembre 1984, 40/152 J du 16 décembre 1985 et 41/86 J du 4 décembre 1986,

Prenant acte du rapport que le Secrétaire général a soumis à ce sujet en application de la résolution 41/86 J 15/,

Notant avec préoccupation que le problème traité dans ces résolutions n'a rien perdu de son acuité,

Fermement convaincue que le succès des négociations sur le désarmement présente un intérêt vital pour tous les Etats,

Ayant à l'esprit le paragraphe 28 du Document final de sa dixième session extraordinaire 16/, première session extraordinaire consacrée au désarmement, où il est affirmé que tous les Etats ont le devoir de contribuer aux efforts déployés dans le domaine du désarmement et qu'ils ont tous le droit de participer aux négociations sur le désarmement, ainsi que les alinéas g et h du paragraphe 120 dudit document,

Rappelant en outre sa résolution 38/183 F du 20 décembre 1983, dans laquelle elle a demandé aux gouvernements de tous les Etats de contribuer, de manière appréciable, en particulier à arrêter et à inverser la course aux armements, notamment dans le domaine nucléaire, et à réduire ainsi le risque de guerre nucléaire,

1. Réaffirme une fois de plus que tous les Etats non membres de la Conférence du désarmement ont le droit de participer aux travaux des séances plénières de la Conférence qui portent sur des questions de fond;

2. Prie instamment les Etats membres de la Conférence du désarmement de ne pas appliquer abusivement le règlement intérieur de la Conférence pour empêcher des Etats non membres de la Conférence d'exercer leur droit de participer à ses travaux;

3. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa quarante-troisième session, des progrès accomplis dans l'application de la présente résolution.

15/ A/42/552.

16/ Résolution S-10/2.

C

Cessation de la course aux armements nucléaires et
désarmement nucléaire

L'Assemblée générale,

Rappelant que, au paragraphe 11 du Document final de sa dixième session extraordinaire 17/, première session extraordinaire consacrée au désarmement, elle a déclaré que la course aux armements nucléaires, loin de contribuer à renforcer la sécurité internationale, l'affaiblit et accroît le risque de guerre nucléaire et que les arsenaux existants d'armes nucléaires sont à eux seuls plus que suffisants pour détruire toute vie sur la terre,

Rappelant également que, au paragraphe 47 du Document final, elle a exprimé l'opinion que les armes nucléaires sont celles qui menacent le plus gravement l'humanité et la survie de la civilisation, qu'il est essentiel d'arrêter et d'inverser la course aux armements nucléaires sous tous ses aspects afin d'éliminer le risque d'une guerre mettant en jeu des armes nucléaires et que l'objectif final est, de ce point de vue, l'élimination complète de ces armes,

Notant que, dans la Déclaration politique adoptée par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, il est déclaré que la recrudescence de la course aux armements nucléaires ainsi que l'attachement aux doctrines de dissuasion nucléaire ont augmenté le risque de voir éclater une guerre nucléaire et ont entraîné une insécurité et une instabilité accrues dans les relations internationales, et que les armes nucléaires sont, plus que des armes de guerre, des instruments d'anéantissement massif 18/,

Notant en outre que, dans la Déclaration politique adoptée par la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare du 1er au 6 septembre 1986, il est déclaré que l'idée selon laquelle la paix mondiale peut être maintenue grâce à la dissuasion nucléaire, doctrine à l'origine de la multiplication et du perfectionnement constants des armes nucléaires, est le mythe le plus dangereux qui soit 19/,

Convaincue que les négociations sur le désarmement nucléaire présentent un intérêt vital pour toutes les nations, la présence d'armes nucléaires dans les arsenaux d'une poignée d'Etats mettant directement et fondamentalement en danger les intérêts de sécurité vitaux de tous les Etats, dotés ou non d'armes nucléaires,

17/ Résolution S-10/2.

18/ Voir A/38/132-S/15675, annexe, sect. I, par. 28.

19/ Voir A/41/697-S/18392, annexe, sect. I, par. 33.

Accueillant avec satisfaction les propositions relatives à l'élimination complète des armes nucléaires dans le monde entier,

Considérant qu'il faut faire cesser complètement les essais, la fabrication et le déploiement des armes nucléaires de tous types et modèles et de leurs vecteurs - première étape du processus qui devra aboutir à une réduction substantielle des forces nucléaires - et se félicitant à cet égard de la Déclaration commune publiée le 22 mai 1984 par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède 20/, laquelle a été réaffirmée dans la Déclaration de Delhi 21/ et la Déclaration de Mexico 22/, adoptées par les dirigeants de ces Etats le 28 janvier 1985 et le 7 août 1986 respectivement,

Notant que plusieurs mesures concrètes ont été proposées lors de la session de 1987 de la Conférence du désarmement,

Regrettant, cependant, que la Conférence du désarmement n'ait pu parvenir à un accord touchant la création d'un comité spécial sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire,

Convaincue qu'il faut absolument prendre des mesures constructives en vue d'arrêter et d'inverser la course aux armements nucléaires,

1. Réaffirme que l'existence de négociations bilatérales sur les armes nucléaires et spatiales ne réduit en rien la nécessité d'engager d'urgence, à la Conférence du désarmement, des négociations multilatérales sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire;

2. Estime qu'il faut intensifier les efforts visant à engager, à titre hautement prioritaire, des négociations multilatérales conformément aux dispositions du paragraphe 50 du Document final de sa dixième session extraordinaire 17/, première session extraordinaire consacrée au désarmement;

3. Prie de nouveau la Conférence du désarmement de constituer, au début de sa session de 1988, un comité spécial chargé de développer le paragraphe 50 du Document final et de présenter des recommandations à la Conférence sur les meilleurs moyens d'engager des négociations multilatérales en vue de la conclusion, par étapes appropriées, d'accords assortis de clauses de vérification adéquates, afin de :

20/ A/39/277-S/16587, annexe. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1984, document S/16587, annexe.

21/ A/40/114-S/16921, annexe. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarantième année, Supplément de janvier, février et mars 1985, document S/16921, annexe.

22/ A/41/518-S/18277, annexe I.

a) Mettre un terme au perfectionnement et à la mise au point de systèmes d'armes nucléaires;

b) Mettre un terme à la production de tous les types d'armes nucléaires et de leurs vecteurs, ainsi qu'à la production de matières fissiles à des fins d'armement;

c) Réduire sensiblement les stocks d'armes nucléaires en vue de leur élimination complète;

4. Prie la Conférence du désarmement de lui rendre compte, à sa quarante-troisième session, de son examen de la question;

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

D

Prévention d'une guerre nucléaire

L'Assemblée générale,

Alarmée par la menace que l'existence d'armes nucléaires et la poursuite de la course aux armements de ce type représentent pour la survie même de l'humanité,

Profondément préoccupée par le danger accru de guerre nucléaire que créent l'intensification de la course aux armements nucléaires et la grave détérioration de la situation internationale,

Consciente du fait qu'écarter la menace d'une guerre nucléaire est la tâche la plus pressante et la plus urgente de l'heure,

Réitérant que tous les Etats Membres ont la responsabilité commune de préserver les générations futures du fléau d'une nouvelle guerre mondiale, qui serait inévitablement une guerre nucléaire,

Rappelant les paragraphes 47 à 50 et 56 à 58 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale 23/, première session extraordinaire consacrée au désarmement, concernant les moyens d'éviter une guerre nucléaire,

Rappelant également qu'à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, il a été déclaré que les armes nucléaires sont, plus que des armes de guerre, des

instruments d'anéantissement massif 24/, et qu'à la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare du 1er au 6 septembre 1986, il a été déclaré que l'accumulation d'armes, et surtout d'armes nucléaires, est une menace pour la survie de l'humanité et qu'il est donc maintenant impératif que les Etats renoncent à l'objectif dangereux de la sécurité unilatérale reposant sur l'armement et choisissent l'objectif de la sécurité collective par le désarmement 25/,

Rappelant en outre ses résolutions 36/81 B du 9 décembre 1981, 37/78 I du 9 décembre 1982, 38/183 G du 20 décembre 1983, 39/148 P du 17 décembre 1984, 40/152 Q du 16 décembre 1985 et, en particulier, sa résolution 41/86 G du 4 décembre 1986, dans lesquelles elle a exprimé sa conviction que, vu l'urgence de la question et le caractère inadéquat ou insuffisant des mesures actuelles, il fallait mettre au point les dispositions voulues pour accélérer une action efficace visant à prévenir une guerre nucléaire, et a, une fois encore, prié la Conférence du désarmement d'engager, à titre hautement prioritaire, des négociations en vue de réaliser un accord sur des mesures appropriées et concrètes visant à prévenir une guerre nucléaire,

Ayant examiné le rapport de la Conférence du désarmement sur sa session de 1987 26/,

Notant avec une vive inquiétude qu'une fois encore, la Conférence du désarmement n'a pas été en mesure d'entamer des négociations sur la question à sa session de 1987,

Prenant en considération les débats qui ont eu lieu sur cette question à sa quarante-deuxième session,

Convaincue que la prévention d'une guerre nucléaire et la réduction des risques de guerre nucléaire sont des questions de la plus haute priorité qui présentent un intérêt vital pour tous les peuples du monde,

Convaincue également que la prévention d'une guerre nucléaire est un problème trop important pour être laissé aux seuls Etats dotés d'armes nucléaires,

1. Note avec regret que la Conférence du désarmement, bien qu'elle discute de la question de la prévention d'une guerre nucléaire depuis plusieurs années, n'est pas même parvenue à constituer un organe subsidiaire pour examiner les mesures appropriées et concrètes à prendre pour prévenir une guerre nucléaire;

24/ Voir A/38/132-S/15675 et Corr.1 et 2, annexe, sect. I, par. 28.

25/ Voir A/41/697-S/18392, annexe, sect. I, par. 31.

26/ Document officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 27 (A/42/27).

2. Exprime de nouveau sa conviction que, vu l'urgence de la question et le caractère inadéquat ou insuffisant des mesures actuelles, il faut mettre au point les dispositions voulues pour accélérer une action efficace visant à prévenir une guerre nucléaire;

3. Prie de nouveau la Conférence du désarmement d'engager, à titre hautement prioritaire, des négociations en vue de réaliser un accord sur des mesures appropriées et concrètes qui pourraient être négociées et adoptées à titre individuel pour prévenir une guerre nucléaire et de constituer à cette fin un comité spécial sur la question au début de sa session de 1988;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "Prévention d'une guerre nucléaire".

E

Coopération internationale pour le désarmement

L'Assemblée générale,

Soulignant à nouveau qu'un effort sérieux et soutenu s'impose d'urgence pour hâter l'application des recommandations et décisions qu'elle a adoptées à l'unanimité lors de sa dixième session extraordinaire 27/, première session extraordinaire consacrée au désarmement,

Rappelant la Déclaration du 11 novembre 1979 sur la coopération internationale pour le désarmement 28/ et ses résolutions 36/92 D du 9 décembre 1981, 37/78 B du 9 décembre 1982, 38/183 F du 20 décembre 1983, 39/148 M du 17 décembre 1984, 40/152 I du 16 décembre 1985 et 41/86 K du 5 décembre 1986,

Soulignant qu'il est d'une nécessité vitale de passer à des mesures équilibrées, mutuellement acceptables, vérifiables sous tous leurs aspects et efficaces en vue d'arrêter la course aux armements et de réaliser le désarmement, dans le domaine nucléaire en particulier, pour préserver la paix et renforcer la sécurité internationale générale,

Ayant à l'esprit qu'il est d'un intérêt vital pour tous les Etats d'adopter des mesures effectives et concrètes de désarmement qui libèrent par reconversion des ressources matérielles, financières et humaines considérables à utiliser à des fins pacifiques, avec l'aide des organes internationaux appropriés, notamment pour vaincre le sous-développement économique dans les pays en développement,

27/ Résolution S-10/2.

28/ Résolution 34/88.

Convaincue qu'il faut une coopération internationale constructive et plus étroite, fondée sur la volonté politique des Etats d'assurer le succès des négociations relatives au désarmement et sur une franchise accrue dans le domaine militaire, conformément aux priorités établies dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale 27/,

Soulignant que la coopération internationale pour le désarmement doit, en priorité, viser à éviter la guerre nucléaire en éliminant progressivement les armes nucléaires et autres armes de destruction massive, en arrêtant les essais d'armes nucléaires, en empêchant une course aux armements dans l'espace et en assurant le désarmement classique à l'échelle mondiale, compte tenu des caractéristiques propres aux diverses régions, et à instaurer la confiance, élément indispensable des relations entre Etats,

Considérant que l'on peut progresser vers un monde sans armes nucléaires en procédant par étapes pour ce qui est tant de la participation que des armements pris en compte, la sécurité et la stabilité internationales se renforçant graduellement,

Estimant qu'une internationalisation plus large de toutes les négociations relatives au désarmement contribuerait fortement à leur succès,

Notant avec satisfaction un regain de dynamisme dans les efforts que la communauté internationale fait pour écarter la menace nucléaire et réaliser une percée décisive dans le domaine du désarmement,

Soulignant que les deux Etats qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants doivent poursuivre et hâter encore leurs négociations visant à limiter la course aux armements nucléaires, en s'abstenant tous deux de lancer des armes dans l'espace,

Estimant que tous les Etats dotés d'armes nucléaires doivent apporter leur contribution propre à l'avènement d'un monde libre d'armes nucléaires,

Consciente qu'à l'âge de la nucléarisation de l'espace, il ne peut y avoir de sécurité fiable pour tous les pays que par des moyens politiques, grâce aux efforts conjugués de tous les Etats,

1. Invite tous les Etats à coopérer encore davantage et à s'employer activement à des négociations sérieuses sur le désarmement, qui reposent sur les principes de la réciprocité, de l'égalité, du non-affaiblissement de la sécurité et du non-recours à la force dans les relations internationales, afin d'empêcher le perfectionnement et l'accumulation des armes et la mise au point de nouveaux types et systèmes d'armes, en particulier d'armes de destruction massive, et d'assurer un véritable désarmement général;

2. Souligne qu'il importe de donner à l'Organisation des Nations Unies les moyens de mieux exercer la fonction centrale et la responsabilité primordiale qui lui incombent en matière de désarmement;

3. Souligne qu'il faut s'abstenir de diffuser des doctrines et des idées qui risquent de mettre en danger la paix mondiale en justifiant la guerre nucléaire;

4. Invite tous les Etats à étudier, dans un esprit de coopération, les moyens d'internationaliser davantage les négociations actuelles sur le désarmement;

5. Déclare que l'emploi de la force dans les relations internationales et comme moyen d'empêcher l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 29/ est incompatible avec l'idée de coopération internationale pour le désarmement;

6. Réaffirme sa profonde conviction que l'espace doit être exclu de la sphère des préparatifs militaires et utilisé exclusivement à des fins pacifiques, pour le bénéfice de l'humanité tout entière;

7. Engage les Etats qui appartiennent à des groupements militaires à s'employer, sur la base du Document final de sa dixième session extraordinaire et dans un esprit de coopération et de franchise, à la limitation progressive et mutuelle de leurs activités militaires ainsi qu'à la réduction de leurs forces armées et de leurs armements, créant ainsi les conditions de leur dissolution;

8. Demande à tous les Etats Membres et aux organisations internationales concernées de continuer d'approfondir et de diffuser, en particulier dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement qu'elle a lancée à sa douzième session extraordinaire, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, l'idée de coopération internationale pour le désarmement;

9. Demande aux gouvernements de tous les Etats de contribuer de manière appréciable à arrêter et inverser la course aux armements, dans le domaine nucléaire en particulier, ce qui réduira le risque de guerre nucléaire et renforcera la paix et la sécurité internationales.

F

La vérification sous tous ses aspects

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/152 O du 16 décembre 1985 et 41/86 Q du 4 décembre 1986,

Consciente qu'il faut d'urgence parvenir à des accords sur des mesures de limitation des armements et de désarmement susceptibles de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité,

Convaincue que, pour que ces mesures soient efficaces, il faut qu'elles soient équitables et équilibrées, qu'elles soient acceptables pour toutes les parties, qu'elles soient claires quant au fond et que l'on puisse s'assurer qu'elles sont respectées,

Notant que l'importance cruciale de la vérification et du respect des accords est universellement reconnue,

Réaffirmant sa conviction, exprimée au paragraphe 91 du Document final de sa dixième session extraordinaire 30/, adopté par consensus à cette session, première session extraordinaire consacrée au désarmement, que, pour faciliter la conclusion et l'application effective des accords de désarmement et créer un climat de confiance, les Etats devraient accepter l'inclusion de dispositions adéquates de vérification dans ces accords,

Réitérant son opinion que :

- a) Les accords de désarmement et de limitation des armements doivent prévoir des mesures adéquates et efficaces de vérification, satisfaisant toutes les parties concernées, afin d'instaurer la confiance voulue et d'assurer qu'ils seront respectés par toutes les parties;
- b) La forme et les modalités de la vérification prévue dans tout accord déterminé dépendront et devront être fonction des objectifs, de la portée et de la nature de cet accord;
- c) Les accords devront prévoir la participation des parties au processus de vérification, directement ou par l'intermédiaire du système des Nations Unies;
- d) Le cas échéant, il conviendra de combiner plusieurs méthodes de vérification et de prévoir d'autres procédures destinées à assurer le respect des accords;

Rappelant que :

- a) Dans le contexte des négociations internationales sur le désarmement, il faut examiner plus avant le problème de la vérification et envisager des méthodes et procédures appropriées;
- b) Tout doit être fait pour mettre au point des méthodes et procédures appropriées qui soient non discriminatoires et qui ne constituent pas une ingérence indue dans les affaires intérieures d'autres Etats ni n'entravent leur développement économique et social;

Convaincue qu'il faut mettre au point des techniques de vérification conçues comme moyen objectif de s'assurer du respect des accords et qu'il faut tenir compte opportunément de ces techniques au cours des négociations sur le désarmement,

Prenant note avec satisfaction du rapport de la Commission du désarmement 31/,

1. Demande aux Etats Membres de redoubler d'efforts pour parvenir à des accords sur des mesures de limitation des armements et de désarmement qui soient équilibrées, mutuellement acceptables, vérifiables sous tous leurs aspects et efficaces;

2. Encourage tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à communiquer au Secrétaire général, le 31 mars 1988 au plus tard, leurs vues et suggestions sur les principes de vérification, comme l'Assemblée les y a invités dans sa résolution 41/86 Q;

3. Demande instamment aux Etats Membres et groupes d'Etats Membres qui possèdent des compétences spécialisées en matière de vérification d'examiner comment ils pourraient contribuer à des mesures de vérification appropriées et efficaces et promouvoir l'inclusion de telles mesures dans des accords de limitation des armements et de désarmement;

4. Prie la Commission du désarmement d'achever, à sa session de fond de 1988, l'examen de la vérification sous tous ses aspects au titre de la poursuite du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, question d'une extrême importance pour la négociation et l'application d'accords de limitation des armements et de désarmement, afin de pouvoir formuler des recommandations et propositions concrètes portant, le cas échéant, sur la vérification sous tous ses aspects, y compris les principes, dispositions et techniques d'inclusion de mesures de vérification appropriées dans les accords de limitation des armements et de désarmement, ainsi que sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies et des Etats Membres dans le domaine de la vérification, et de rendre compte de ses délibérations, conclusions et recommandations à l'Assemblée générale à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement et à sa quarante-troisième session;

5. Prie le Secrétaire général d'établir pour la Commission du désarmement, à sa session de fond de 1988, un rapport contenant les vues communiquées par les Etats Membres sur cette question;

6. Prie également le Secrétaire général de porter la présente résolution à son attention lors de sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement;

7. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "La vérification sous tous ses aspects".

G

Rapport de la Commission du désarmement

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission du désarmement 32/,

Soulignant de nouveau qu'il importe de donner effectivement suite aux recommandations et décisions pertinentes contenues dans le Document final de sa dixième session extraordinaire 33/, première session extraordinaire consacrée au désarmement,

Tenant compte des sections pertinentes du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire 34/, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions pertinentes de la dixième session extraordinaire,

Rappelant ses résolutions 33/71 H du 14 décembre 1978, 34/83 H du 11 décembre 1979, 35/152 F du 12 décembre 1980, 36/92 B du 9 décembre 1981, 37/78 H du 9 décembre 1982, 38/183 E du 20 décembre 1983, 39/148 R du 17 décembre 1984, 40/152 F du 16 décembre 1985 et 41/86 E du 4 décembre 1986,

1. Prend acte du rapport de la Commission du désarmement;
2. Note que la Commission du désarmement n'a pu encore achever l'examen de certains points de son ordre du jour, mais note aussi avec satisfaction le progrès qui a été réalisé sur certains d'entre eux;
3. Rappelle que la Commission du désarmement est l'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;
4. Souligne qu'il importe que la Commission du désarmement travaille sur la base d'un ordre du jour approprié concernant les thèmes du désarmement, qui lui permette de concentrer ses efforts et donc de progresser davantage sur des sujets précis conformément à la résolution 37/78 H;

32/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 42 (A/42/42).

33/ Résolution S-10/2.

34/ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Annexes, points 9 à 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32.

5. Prie la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale 33/ et au paragraphe 3 de la résolution 37/78 H et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes, à sa session de 1988 consacrée aux questions de fond, sur les points de son ordre du jour qui restent à examiner, en tenant compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ainsi que des résultats de sa session de 1987 consacrée à des questions de fond;

6. Prie également la Commission du désarmement de se réunir en 1988, pendant quatre semaines au plus, de lui présenter, à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, un rapport de fond spécial contenant des recommandations concrètes sur les points de son ordre du jour et de lui présenter aussi un rapport à sa quarante-troisième session;

7. Prie le Secrétaire général de communiquer à la Commission du désarmement le rapport de la Conférence du désarmement 35/, ainsi que tous les documents officiels de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale relatifs aux questions de désarmement, et d'accorder à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

8. Prie en outre le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens nécessaires à cet effet;

9. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "Rapport de la Commission du désarmement".

H

Semaine du désarmement

L'Assemblée générale

Profondément préoccupée par la poursuite de la course aux armements,

Soulignant qu'il est d'une importance vitale d'éliminer le risque d'une guerre nucléaire, de mettre fin à la course aux armements nucléaires et de réaliser le désarmement pour maintenir la paix et la sécurité dans le monde,

Soulignant à nouveau qu'il s'impose de continuer à mobiliser, sur une vaste échelle, l'opinion publique mondiale en vue d'arrêter et d'inverser la course aux armements, en particulier la course aux armements nucléaires, sous tous ses aspects,

Prenant en considération les aspirations de l'opinion publique mondiale à la prévention de la course aux armements dans l'espace et à sa cessation sur la terre, comme à l'élimination des armes nucléaires et autres types d'armes de destruction massive,

Demandant instamment à tous les Etats Membres de ne pas entraver l'exercice par leurs ressortissants du droit d'organiser des manifestations et un mouvement contre la guerre et contre les armements nucléaires et d'y participer,

Notant avec satisfaction que les gouvernements et les organisations internationales et nationales soutiennent massivement et activement la décision qu'elle a prise à sa dixième session extraordinaire, première session extraordinaire consacrée au désarmement, de proclamer la semaine commençant le 24 octobre, jour anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, semaine consacrée à la promotion des objectifs du désarmement 36/,

Rappelant les recommandations concernant la Campagne mondiale pour le désarmement qui figurent à l'annexe V du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, en particulier la recommandation selon laquelle la Semaine du désarmement devrait continuer à être largement observée 37/,

Rappelant également ses résolutions antérieures sur la question de la Semaine du désarmement,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général 38/ sur les mesures complémentaires prises par les organisations gouvernementales et non gouvernementales pour la célébration de la Semaine du désarmement;

2. Exprime sa satisfaction à tous les Etats et à toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales et nationales qui ont résolument appuyé la Semaine du désarmement et y ont activement participé;

3. Invite tous les Etats qui le désirent, lorsqu'ils prennent les mesures appropriées au niveau local à l'occasion de la Semaine du désarmement, à tenir compte des éléments du programme modèle pour la Semaine du désarmement établi par le Secrétaire général;

36/ Résolution S-10/2, par. 102.

37/ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Annexes, points 9 à 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32, annexe V, par. 12.

38/ A/42/469.

4. Invite les gouvernements à continuer, conformément à sa résolution 33/71 D du 14 décembre 1978, d'informer le Secrétaire général des activités entreprises pour servir les objectifs de la Semaine du désarmement;

5. Invite les institutions spécialisées et autres organisations compétentes à intensifier leurs activités dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue de diffuser des informations sur les conséquences de la course aux armements, en particulier de la course aux armements nucléaires, et les prie de tenir le Secrétaire général au courant;

6. Invite également les organisations non gouvernementales internationales à participer activement à la Semaine du désarmement et à informer le Secrétaire général des activités entreprises;

7. Invite en outre le Secrétaire général à utiliser les moyens d'information de l'Organisation des Nations Unies aussi largement que possible pour faire mieux comprendre à l'opinion publique mondiale les problèmes du désarmement et les objectifs de la Semaine du désarmement;

8. Prie le Secrétaire général, conformément au paragraphe 4 de sa résolution 33/71 D, de lui présenter, lors de sa quarante-troisième session, un rapport sur l'application des dispositions de la présente résolution.

I

Programme global de désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 38/183 K du 20 décembre 1983, 39/148 I du 17 décembre 1984 et 40/152 D du 16 décembre 1985, dans lesquelles elle a demandé à la Conférence du désarmement de lui présenter, à sa quarante et unième session, un projet complet du Programme global de désarmement,

Ayant à l'esprit sa décision 41/421 B du 14 septembre 1987, par laquelle elle a pris acte du rapport de la Conférence du désarmement 39/, contenant le rapport du Comité spécial sur le Programme global de désarmement 40/ concernant ses travaux durant la session de 1987 de la Conférence, et par laquelle elle a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-deuxième session le point subsidiaire intitulé "Programme global de désarmement : rapport de la Conférence du désarmement",

Notant que, dans son rapport, le Comité spécial est convenu de recommander à la Conférence du désarmement de le rétablir au début de la session de 1988, en vue de résoudre les questions en suspens et de conclure

39/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 27 A (A/41/27/Add.1).

40/ Ibid., par. 4.

les négociations sur le Programme à temps pour que celui-ci soit présenté à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement,

Notant en outre que la Conférence du désarmement a donné son assentiment à cette recommandation,

1. Regrette que la Conférence du désarmement n'ait pu achever l'élaboration du Programme global de désarmement en 1987 et lui en présenter un projet à sa quarante et unième session;

2. Prie instamment la Conférence du désarmement de reprendre, au début de sa session de 1988, ses travaux sur le Programme global de désarmement en vue de régler les questions en suspens et de conclure les négociations sur le Programme à temps voulu pour que celui-ci soit présenté à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et, à cette fin, de rétablir son Comité spécial sur le Programme global de désarmement.

J

Etudes des Nations Unies sur le désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/152 K du 16 décembre 1985 et 41/86 C du 4 décembre 1986,

Réaffirmant que les études des Nations Unies peuvent utilement contribuer aux délibérations sur les questions de désarmement et à l'examen de ces questions,

Prenant note avec satisfaction des vues des Etats Membres exposées dans les rapports du Secrétaire général 41/,

Considérant que le Conseil consultatif pour les études sur le désarmement fait également office de Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement,

Notant que la création de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement offre de nouvelles possibilités de recherche dans le domaine du désarmement,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Comité consultatif pour les études sur le désarmement 42/;

41/ A/42/363 et Add.1.

42/ A/42/300, annexe.

2. Affirme que la décision finale concernant la façon de réaliser les études des Nations Unies sur le désarmement appartient à l'Assemblée générale;

3. Prend note de la conclusion du Conseil consultatif selon laquelle le consensus devrait être la norme dans les groupes d'étude, ce qui n'exclut pas l'expression d'opinions divergentes touchant les points sur lesquels l'accord ne peut se faire;

4. Invite les Etats Membres à tenir compte des conclusions et recommandations du Conseil consultatif lorsqu'ils proposent des sujets d'études ou de recherche sur le désarmement.

K

Rapport de la Conférence du désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant les parties pertinentes du Document final de sa dixième session extraordinaire 43/, première session extraordinaire consacrée au désarmement, en particulier le paragraphe 120 dudit document,

Sachant qu'une oeuvre considérable reste à accomplir d'urgence dans le domaine du désarmement,

Convaincue que la Conférence du désarmement, en tant qu'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement, doit jouer un rôle central dans l'application du Programme d'action exposé dans la section III du Document final de la dixième session extraordinaire,

Ayant examiné le rapport de la Conférence du désarmement 44/ que celle-ci a adopté par consensus,

1. Prend acte du rapport de la Conférence du désarmement sur sa session de 1987;

2. Réaffirme que la Conférence du désarmement est, pour la communauté internationale, l'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement;

3. Prie la Conférence du désarmement de travailler encore plus résolument dans le sens du paragraphe 120 du Document final de la dixième session extraordinaire;

43/ Résolution S-10/2.

44/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 27 (A/42/27).

4. Prie également la Conférence du désarmement de lui présenter, lors de sa quarante-troisième session, un rapport sur ses travaux;

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "Rapport de la Conférence du désarmement".

L

Rapport de la Conférence du désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 34/83 B du 11 décembre 1979, 35/152 J du 12 décembre 1980, 36/92 F du 9 décembre 1981, 37/78 G du 9 décembre 1982, 38/183 I du 20 décembre 1983, 39/143 N du 17 décembre 1984, 40/152 M du 16 décembre 1985 et 41/84 I du 4 décembre 1986,

Ayant examiné le rapport de la Conférence du désarmement 45/,

Convaincue que la Conférence du désarmement, en tant qu'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement, doit jouer un rôle central dans les négociations de fond sur les questions prioritaires de désarmement et sur l'application du Programme d'action énoncé dans la section III du Document final de la dixième session extraordinaire 46/,

Réaffirmant que la création de comités spéciaux est le meilleur moyen de mener des négociations multilatérales sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement et contribue à renforcer son rôle de négociation,

Déplorent que, malgré les demandes répétées de l'Assemblée générale et le vœu exprès de la grande majorité des membres de la Conférence du désarmement, la création d'un comité spécial sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, ainsi que sur la prévention de la guerre nucléaire, ait été une fois de plus empêchée pendant la session de 1987 de la Conférence,

Se déclarant profondément préoccupée et déçue de constater que la Conférence du désarmement n'a pas, cette année non plus, été en mesure d'aboutir à des accords concrets sur aucune des questions de désarmement auxquelles l'Organisation des Nations Unies a donné l'ordre de priorité et d'urgence le plus élevé et qui sont à l'étude depuis nombre d'années,

45/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 27 (A/42/27).

46/ Résolution S-10/2.

/...

1. Note avec satisfaction que les négociations sur l'élaboration d'un projet de convention sur l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les armes chimiques et sur leur destruction ont continué à progresser et prie instamment la Conférence du désarmement d'accélérer ses travaux en vue de mener à bien la négociation d'un projet de convention;

2. Demande à la Conférence du désarmement d'accélérer ses travaux, de s'acquitter plus résolument de son mandat grâce à des négociations et d'adopter des mesures concrètes sur les questions prioritaires spécifiques de désarmement, plus particulièrement de désarmement nucléaire, inscrites à son ordre du jour;

3. Prie instamment une fois de plus la Conférence du désarmement de poursuivre ou d'engager, à sa session de 1988, des négociations de fond sur les questions prioritaires de désarmement inscrites à son ordre du jour, conformément au Document final de la dixième session extraordinaire et aux autres résolutions de l'Assemblée générale relatives à ces questions;

4. Demande à la Conférence du désarmement de confier aux comités spéciaux existants les mandats de négociation voulus et de créer d'urgence, au titre du point 1 de son ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires", des comités spéciaux sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire et sur la prévention de la guerre nucléaire;

5. Prie instamment la Conférence du désarmement d'entreprendre sans plus tarder des négociations en vue d'un projet de traité sur l'interdiction des essais nucléaires;

6. Prie la Conférence du désarmement de lui présenter à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement un rapport spécial sur l'état d'avancement de ses négociations et de ses travaux;

7. Prie la Conférence du désarmement de lui présenter, lors de sa quarante-troisième session, un rapport sur ses travaux;

8. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "Rapport de la Conférence du désarmement".

M

Application des recommandations et décisions de
la dixième session extraordinaire

L'Assemblée générale,

Ayant examiné l'application des recommandations et décisions qu'elle a adoptées à sa dixième session extraordinaire 47/, première session extraordinaire consacrée au désarmement, ainsi que le Document de clôture de sa douzième session extraordinaire 48/, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement,

Rappelant ses résolutions S-10/2 du 30 juin 1978, 34/83 C du 11 décembre 1979, 35/46 du 3 décembre 1980, 35/152 E du 12 décembre 1980, 36/92 M du 9 décembre 1981, 37/78 F du 9 décembre 1982, 38/183 H du 20 décembre 1983, 39/148 O du 17 décembre 1984, 40/152 N du 16 décembre 1985 et 41/86 O du 4 décembre 1986, ainsi que sa décision S-12/24 du 10 juillet 1982,

Profondément préoccupée de constater que l'application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire n'a pas réellement progressé depuis leur adoption il y a plus de neuf ans,

Convaincue que la paix et la sécurité internationales ne peuvent être assurées que par un désarmement général et complet effectué sous un contrôle international efficace, qu'arrêter et inverser la course aux armements et prendre des mesures concrètes de désarmement, en particulier de désarmement nucléaire, est une tâche de la plus haute urgence et que, à cet égard, c'est aux Etats dotés d'armes nucléaires et aux autres Etats militairement importants qu'incombe la responsabilité essentielle,

Notant avec satisfaction que les deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires sont parvenus à un accord de principe sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et de portée plus courte,

Convaincue que la conclusion d'un traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et de portée plus courte aurait un effet favorable sur les négociations globales relatives au désarmement,

Soulignant une fois encore que les Etats Membres doivent participer activement à des négociations effectives sur le désarmement pour s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, que tous les Etats ont le droit de contribuer

47/ Résolution S-10/2.

48/ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, annexes, points 9 à 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32.

aux efforts de désarmement, qu'il est plus que jamais impératif, dans les circonstances actuelles, de relancer à tous les niveaux les négociations sur le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, et de réaliser des progrès véritables dans l'avenir immédiat et que tous les Etats doivent s'abstenir de tout acte qui a ou risque d'avoir des effets défavorables sur le résultat des négociations relatives au désarmement,

Réaffirmant que l'Organisation des Nations Unies a un rôle central et une responsabilité essentielle à assumer dans le domaine du désarmement,

Soulignant que le Document final de sa dixième session extraordinaire dont les Etats Membres ont réaffirmé unanimement et catégoriquement à la douzième session extraordinaire qu'il constituait la base globale des efforts pour arrêter et inverser la course aux armements, conserve toute sa valeur et que les objectifs et mesures qui y sont énoncés représentent toujours l'une des missions les plus importantes et urgentes à accomplir,

1. Invite tous les Etats, notamment les Etats dotés d'armes nucléaires et plus particulièrement ceux qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants, à prendre d'urgence des mesures pour appliquer les recommandations et décisions contenues dans le Document final de sa dixième session extraordinaire et exécuter les tâches prioritaires énumérées dans le Programme d'action énoncé à la section III du Document final;

2. Demande à tous les Etats, en particulier aux Etats dotés d'armes nucléaires et aux autres Etats militairement importants, de prendre d'urgence des mesures pour promouvoir la sécurité internationale sur la base du désarmement, arrêter et inverser la course aux armements et engager un processus de désarmement véritable;

3. Demande aux deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires de poursuivre résolument et d'intensifier leurs négociations en tenant compte des intérêts de l'ensemble de la communauté internationale, en vue d'arrêter la course aux armements, particulièrement la course aux armements nucléaires, de réduire sensiblement leurs arsenaux nucléaires, de prévenir la course aux armements dans l'espace et de prendre des mesures efficaces de désarmement nucléaire;

4. Demande à la Conférence du désarmement d'engager d'urgence des négociations sur les questions de désarmement inscrites à son ordre du jour;

5. Demande à la Commission du désarmement d'accélérer ses travaux conformément à son mandat en vue de formuler des recommandations concrètes sur des points spécifiques de son ordre du jour;

6. Invite tous les Etats qui mènent actuellement en dehors de l'Organisation des Nations Unies des négociations sur le désarmement et la limitation des armements à tenir l'Assemblée générale et la Conférence du désarmement au courant de l'état et des résultats de ces négociations, conformément aux dispositions pertinentes du Document final de la dixième session extraordinaire;

7. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire".

N

Rationalisation des travaux de la Première Commission

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que, pour que l'Organisation des Nations Unies s'acquitte efficacement du rôle central et de la responsabilité principale qui lui incombe dans le domaine du désarmement et des questions connexes de sécurité, il faut que les Etats fassent montre de la volonté politique nécessaire et que le dispositif en place prouve son efficacité,

Convaincue que le dispositif mis en place pour examiner les questions de désarmement et les questions connexes de sécurité internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies peut et doit être renforcé par des mesures concrètes qui en accroissent l'efficacité,

Soulignant qu'il faut rendre plus efficace l'action de la Première Commission, principal organe de l'Assemblée générale chargé des questions de désarmement et des questions connexes de sécurité internationale,

Reconnaissant l'utilité des propositions déjà présentées à cette fin, y compris celles du groupe composé du président et du bureau actuels de la Première Commission et de leurs prédécesseurs,

Tenant compte du rapport de la Commission du désarmement 49/,

1. Décide d'adopter les recommandations suivantes concernant les travaux de la Première Commission :

- a) Rationaliser l'ordre du jour de la Commission en regroupant ou en fondant, dans la mesure du possible, les questions apparentées, afin de procéder selon un plan plus clair mais sans préjuger de ces questions au fond;
- b) Adopter les recommandations de procédure sous forme de décisions et non de résolutions;
- c) Pour en accroître au maximum l'efficacité, fondre, chaque fois que cela est possible, les projets de résolution portant sur le même sujet ou présentés au titre du même point de l'ordre du jour;

49/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 42 (A/42/42).

d) Prévoir du temps, dans le programme de travail de la Commission, pour des discussions et des consultations officieuses organisées entre délégations;

e) Pour assurer que le temps et les ressources disponibles seront utilisés au mieux, consacrer à l'ensemble des questions de désarmement un seul débat général, au cours duquel il sera loisible aux délégations d'aborder des questions précises;

f) Dans la mesure du possible, avancer la date limite fixée pour le dépôt des projets de résolution relatifs aux questions de désarmement, afin de ménager suffisamment de temps pour des consultations avant qu'ils fassent l'objet d'une décision;

2. Prie la Première Commission de donner suite aux recommandations susmentionnées à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale.
